



Signalisation d'Information Locale

Fiche d'Information

Implantation

Le nombre de panneaux et leur implantation seront définis par le plan de jalonnement établi par le pétitionnaire en accord avec la collectivité territoriale (commune ou communauté de communes) ayant instruit la demande.

La position des panneaux sera précisée dans les permissions de voirie établies par les collectivités en charge de la gestion du domaine public, à savoir :

- Le Conseil départemental pour les dispositifs en bordure des routes départementales
- La commune ou communauté de communes pour les dispositifs en bordure des voies communales
- La Dirmed pour les dispositifs en bordure des routes nationales

Les panneaux seront systématiquement regroupés sur les supports de SIL déjà en place s'il en existe.

Matériel autorisé

Tout le matériel devra répondre aux normes NF en vigueur.

Les supports seront constitués par des mâts de couleur marron qui pourront supporter jusqu'à 6 registres. Leur diamètre sera a priori de 114 mm, à confirmer par le calcul par le fournisseur.

Les deux derniers supports situés au droit de l'activité seront constitués par des mâts Ø 90 mm qui ne supporteront qu'un seul panneau. Ce diamètre sera confirmé par le calcul par le fournisseur.

Les panneaux utilisés hors agglomération seront des panneaux directionnels à dos ouvert de classe 2.

Type de panneaux :

Dc29 en position et Dc43 en présignalisation.

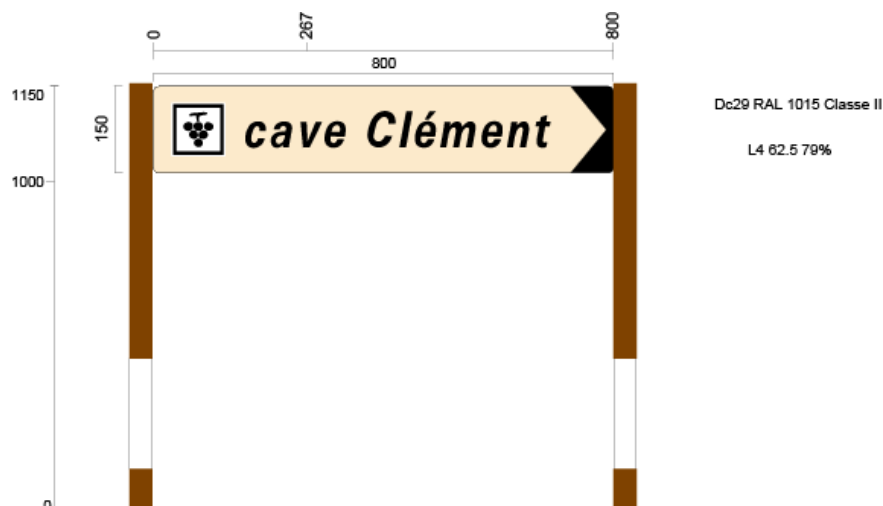
Caractéristiques :

Hauteur sous panneau	Présignalisation hors aggro : 2,30 m Position : 1,00 m maximum
Police de caractères	Arial en italique et minuscule L4 et signe diacritiques et ponctuation ; seuls les noms propres commenceront par une majuscule.
Couleur du fond	Ivoire clair RAL 1015
Couleur de lettrage	Noir RAL 9017
Couleur du mât	Marron RAL 8015
Hauteur registre	150 mm pour une ligne et 250 mm pour 2 lignes
Hb	62.5 mm si V de référence est < 50 km/h 80 mm V de référence > 50 km/h
Longueur registre maximale	1600 mm

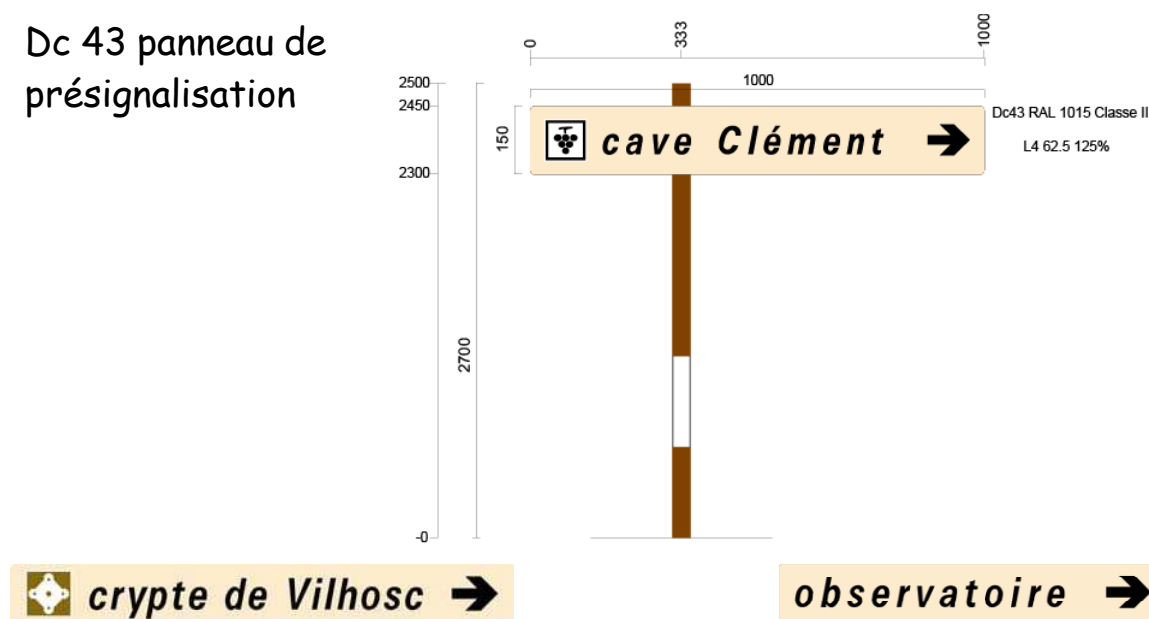
Le nom de l'activité signalée pourra être complété par des idéogrammes normalisés (2 idéogrammes maximum par panneau) dont la liste est donnée dans la charte SIL en annexe 2.

Exemples de panneaux de SIL:

Dc 29 panneau de position



Dc 43 panneau de présignalisation



Parcs naturels et réserves

Sur le territoire des parcs naturels ou réserves, les panneaux de SIL devront respecter les éléments de la charte, mais pourront reprendre la charte graphique du parc ou réserve.

Pose

La pose ne pourra intervenir qu'après obtention d'une permission de voirie autorisant l'occupation du domaine public.

La demande de permission de voirie devra systématiquement être accompagnée :

- Du plan de jalonnement indiquant le nombre de panneaux et leurs implantations
- Des éléments techniques relatifs au type de panneaux et au dimensionnement des massifs de scellement, avec maquettes et supports présentés

L'entreprise assurant la pose du matériel devra faire la demande d'un arrêté de restriction de circulation auprès du gestionnaire du domaine public au moins 20 jours avant le début des travaux.

L'entreprise devra également effectuer les demandes de renseignements (DR) pour le compte du pétitionnaire et ensuite envoyer les Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux (DICT) aux différents exploitants des réseaux.

Autorisation administrative sur route départementale

Toute demande devra être faite via la commune recevant l'activité. La commune relaie cette demande au Conseil départemental avec son avis.

Les demandes d'implantation de panneaux de SIL émanant des pétitionnaires privés seront renvoyées vers les communes ou communautés de communes.

Après étude du projet par le Conseil départemental gestionnaire de la route départementale, une permission de voirie autorisera la mise en œuvre des panneaux et définira les prescriptions techniques, les conditions d'implantation, les règles financières ainsi que les responsabilités de son titulaire.

Cette autorisation est écrite, précaire et révocable, et limitée dans le temps. Le renouvellement sera disponible après demande par le titulaire via la commune.

La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement seront à la charge du demandeur sans pour autant générer de droits auprès du Conseil départemental sur leur pérennité.

En cas de mauvais entretien ou de détérioration, le Conseil départemental pourra déposer l'ensemble sans délai après en avoir informé le titulaire de la permission de voirie.